MEDIAPART

SUR LES ROUTES DU TRIANGLE DU LITHIUM (2/3) REPORTAGE

En Bolivie, l'extraction du lithium abîme un lac de sel

La Bolivie est un des points du triangle sud-américain du lithium. L'industrialisation est une priorité affichée du gouvernement, mais pour les habitants des lieux d'extraction, la facture environnementale est lourde. Reportage à Atulcha, dans la municipalité de Colcha K, à 3 700 mètres d'altitude.

Yasna Mussa
27 août 2022 à 17h46

Colcha K (Bolivie).– « *Je peux vous assurer que dans dix ans, la route de Tanil Vinto ne sera plus que de la boue.* » Raúl Condori vit à Atulcha, dans la municipalité de Colcha K, située à quelque 3 700 mètres d'altitude. La localité se trouve juste au bord du *salar* (désert de sel) d'Uyuni. La plupart des habitant·es se consacrent à la production de quinoa et, dans une moindre mesure, au tourisme.

À quelques pas de la maison de Raúl Condori se trouve le plus grand désert de sel du monde, d'une superficie de 12 000 kilomètres carrés. Les hôtels coûtent jusqu'à 3 000 dollars la nuit. Lui est né à côté de ce miroir naturel dans lequel se reflète le ciel : une attraction touristique qui, avant la pandémie, était visitée par des touristes du monde entier. Et qui dispose d'une réserve de 21 millions de tonnes de lithium.

© Infographie Mediapart

Le 30 avril 2021, Luis Arce, président de la Bolivie, a annoncé qu'il comptait placer l'industrialisation du lithium parmi ses priorités, dans la perspective du bicentenaire de l'indépendance du pays en 2025. Mais Raúl Condori en est persuadé : l'enthousiasme du gouvernement se traduit surtout par des dégâts environnementaux pour le désert de sel. Selon lui, les travaux d'extraction ont provoqué de la pollution, car en raison de la perforation, le sel a changé de couleur en se mélangeant à la terre.

« Ce n'est plus comme avant. Cela fait presque 15 ans que je travaille dans le salar. *J'extrais du sel granulé et des blocs, et je les envoie à Cochabamba par chargements de plusieurs tonnes »*, dit celui qui est également instituteur. C'est en construisant sa propre maison avec des blocs de sel qu'il s'est dit qu'il pouvait transformer cette activité en commerce.

En 2004, il a installé un bâton pour marquer le niveau du désert de sel. Cela lui a permis de constater que l'épaisseur du sel a diminué, comme s'il s'enfonçait lentement, sans que l'on puisse le voir à l'œil nu.

Jusqu'à présent, aucun représentant de l'usine Yacimientos de Litio Boliviano (YLB), l'entreprise publique qui exploite le lithium, ou du gouvernement n'a pris contact avec les communautés locales. Condori sait que l'usine a mené des études scientifiques, sans partager cependant les résultats.

Les flamants disparus

« Ils disent que tout va bien. Mais dans la pratique ce n'est pas le cas », dit Condori, dans la vie duquel le désert de sel occupe une place particulière : il y est né et il compte bien y mourir. C'est pour cette raison qu'il est affecté par le fait que les milliers de flamants roses qui avaient l'habitude de se poser au moment de la saison des pluies avant de repartir ne se montrent plus.

Une disparition expliquée par la scientifique chilienne Cristina Dorador : *« Les déserts de sel sont des systèmes très fragiles. Ce sont des sites d'une grande biodiversité, c'est pourquoi beaucoup sont protégés en tant que réserves ou parcs nationaux. Mais, de manière paradoxale, ils sont également vus comme des gisements. Il s'agit d'écosystèmes très complexes. L'exploitation du lithium transforme cet écosystème. »*

« Le désert de sel fait partie de notre vie, de notre nature, d'où nous sommes nés et avons grandi. Au début, nous voulions qu'il soit exploité, et c'est là qu'apparaît la contradiction, n'est-ce pas ? Nous voulons aussi des emplois pour que nos jeunes puissent vivre ici. Et naturellement, ce que nous voyons en ce moment, c'est qu'on nous enlève une partie de notre vie. Mais nous ne perdons pas espoir. Nous pensions que nous allions au moins arrêter la pollution ou que l'entreprise adopterait d'autres pratiques pour éviter une trop grande pollution », explique Condori.

Raúl Condori près de sa maison à Atulcha, devant le Salar d'Uyuni. © Photo Yasna Mussa pour Mediapart

À Tanil Vinto, petite communauté située au bord du *salar* d'Uyuni où vivent seulement cinq familles, l'absence de touristes en raison de la pandémie a été ressentie comme un coup dur. Alberto* vivait du tourisme.

Dans sa petite boutique, il propose toutes sortes de souvenirs, des sucreries, des boissons et un accès internet. Ce samedi matin, il attend vainement la clientèle. Alberto explique avoir survécu grâce aux bons donnés par le gouvernement. C'est ce qui explique son hésitation à répondre aux questions : il a peur de dire quelque chose qui pourrait contrarier les autorités. Et de perdre éventuellement sa seule source de subsistance.

Il explique ne pas savoir grand-chose du lithium, mais est persuadé que les changements qui se sont produits dans son environnement viennent de là : la couleur ocre qui a taché le blanc immaculé caractéristique jusqu'à présent de la plaine salée ; la pollution de l'eau ; la disparition de la faune locale et le fait que son village s'enfonce progressivement. C'est ce dernier point qui le choque le plus.

Arriver chez lui est un défi. Les cinq familles vivent dans une région tellement isolée qu'elles reçoivent rarement la visite d'organisations ou de représentants du gouvernement. Tout autour, on admire des paysages magnifiques qui semblent se prolonger à l'infini. Il est difficile pour un étranger de les localiser sur une carte car il n'y a pas de signal internet pour utiliser un GPS.

Sans guide touristique, il est quasiment impossible de trouver sa maison et son entreprise. C'est peut-être ce qui explique, selon Alberto, que jusqu'à présent ils ne se soient pas organisés avec d'autres communautés pour exiger des enquêtes ou des indemnisations. Ils ne peuvent que témoigner de leur vécu, des changements subis par leur environnement. Le sol qu'ils foulent n'est plus le même et l'eau dans laquelle ils se baignent non plus.

Aucune étude d'impact

Vivian Lagrava est avocate et coordinatrice du collectif Empodérate, le seul à défendre les droits humains et environnementaux dans la ville de Potosí.

L'avocate, qui travaille depuis des années sur les questions de justice environnementale, reconnaît qu'il n'existe aucune coordination avec toutes les communautés affectées par l'extraction du lithium. Son collectif ne fonctionne que grâce à la bonne volonté de ses membres et ne dispose pas des fonds nécessaires pour réaliser des études ou des travaux de terrain de manière constante dans les endroits les plus isolés et inaccessibles. Ils n'ont pas non plus reçu l'autorisation de YLB de pénétrer dans l'usine pour y effectuer des prélèvements.

Une partie de l'usine Yacimientos de Litio Boliviano. © Photo Yasna Mussa pour Mediapart

« Ce n'est pas une question qui est dans l'imaginaire social, c'est pourquoi nous voulons générer des recherches avec des études, parler aux communautés et leur dire : "Voici la qualité de l'eau que vous avez ici. Ce sont les sources d'eau qui sont ici" », explique la fondatrice d'Empodérate.

Pour l'heure, faute d'études, il faut se fonder sur le ressenti des populations locales : les agriculteurs ont vu comment les zones humides et les marécages autour du *salar* d'Uyuni se sont asséchés.

Selon elle, pendant les 13 années du gouvernement d'Evo Morales, à plusieurs reprises les processus de consultation des populations locales n'ont pas été respectés. Les autorités se justifient en expliquant qu'il s'agit de zones désertes et éloignées. Mais ce sont les mêmes qui, lors des élections, obtiennent les votes des habitant·es du coin en échange de nourriture, de feuilles de coca, d'eau de Javel ou d'alcool. Un clientélisme qui réapparaît à chaque scrutin.

Le serpent de mer de l'industrialisation

Avec son organisation, Vivian Lagrava tente de susciter la participation citoyenne, même si l'exploitation minière semble être une question intouchable à Potosí : tout le monde en vit. La ville de Potosí, célèbre pour ses gisements d'argent qui ont servi les ambitions de l'empire espagnol au XVIIe siècle, est le département le plus pauvre de Bolivie et d'Amérique latine. Depuis l'époque coloniale, ses ressources naturelles n'ont enrichi qu'une minorité et aggravé la pauvreté et les inégalités dans la région.

« Aujourd'hui, Potosí est une ville pauvre de Bolivie. La ville qui a le plus donné et qui possède le moins. Condamnée à la nostalgie, tourmentée par la misère et le froid, elle est encore une plaie ouverte. Le monde devrait commencer à lui présenter des excuses », écrit l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano dans son célèbre livre *Les Veines ouvertes de*

l'Amérique latine.

En octobre 2018, le président Evo Morales assurait lors d'une visite à Uyuni : *« Si nous avons une industrie du lithium, en peu de temps la Bolivie fixera le prix pour le monde entier.* » Une déclaration qu'il n'a cessé d'émettre durant ses mandat successifs, au cours desquels il a signé des accords avec les marchés européen et asiatique. Pourtant, le pays n'a jamais réussi à passer de l'exploitation à l'industrialisation. Les difficultés à former des partenariats, des problèmes logistiques, comme l'absence de débouché direct sur la mer, sont quelques-unes des explications.

Bien que la Bolivie soit le seul des trois pays du triangle où l'État gère 100 % des ressources en lithium par le biais de la Comibol (Corporación Minera de Bolivia), elle s'est associée à l'entreprise allemande K-Utec Technology pour développer son usine dans le *salar* d'Uyuni.

Le président Luis Arce a annoncé que six entreprises pourront concourir pour les contrats d'exploitation du lithium : quatre chinoises, une russe et une américaine. Il n'a pas évoqué l'impact environnemental de ces projets. L'industrie du lithium prétend continuer à générer une énergie renouvelable à partir d'une ressource naturelle non renouvelable.

Yasna Mussa

Boîte noire

* Le prénom a été changé à la demande de la personne interviewée par crainte de représailles.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.